

Bouteflika a pourtant bien appelé à reconstruire le dialogue social !

Déjà dans son dernier discours à la nation, puis lors du Conseil des ministres du 2 mai, Bouteflika a appelé à reconstruire le dialogue social et à impliquer dans les décisions de politique économique les partenaires sociaux dans un esprit de concertation sérieuse.

Cet appel s'est prolongé par l'instruction donnée au Premier ministre de réunir une tripartite consacrée à l'entreprise et qui a eu lieu le 28 mai de cette année.

Mais au-delà de cet appel, il faut bien constater que le dialogue social connaît quelques distorsions à corriger. Ainsi la tripartite existe (bien que non institutionnalisée), un pacte national économique et social a été paraphé par les trois partenaires que sont le gouvernement, le syndicat et le patronat mais il n'y a aucune connexion entre les deux. La tripartite qui attend toujours d'être institutionnalisée devrait logiquement n'être rien d'autre que l'instance de suivi de la mise en œuvre des grandes orientations du Pacte économique et social. Mais pour que cela puisse avoir lieu, il faut un vrai pacte économique et social et non pas le document léger et insipide qui en fait office actuellement. Pour bien faire comprendre le sens de cette observation, il nous faut rappeler ce qu'est un pacte économique et social (la terminologie consacrée parle de pacte social).

Qu'est-ce que le pacte économique et social ?

Dans notre pays, c'est déjà à la fin des années 80 que les réformateurs du FLN, en écho aux revendications de l'UGTA,

lancent l'idée de l'adoption d'un pacte social. Mais la Centrale syndicale craignant de voir sa marge de manœuvre être sérieusement rognée par des engagements pris dans un contexte politiquement et socialement instable, a fait la sourde oreille aux propositions du gouvernement. Au début des années 2000, la nouvelle équipe arrivée aux affaires relance l'idée et propose la conclusion d'un pacte économique et social, le rajout du qualificatif économique était là comme pour marquer l'impératif d'une dichotomie voulue par le gouvernement : du social oui mais adossé à une performance et une compétitivité économiques avec tout ce que cela comporte comme objectifs d'amélioration de la productivité, d'abandon de l'assistanat, d'accélération des privatisations, d'ouverture économique, de libéralisation des prix... Le social n'est pas consubstantiel à l'Etat. Celui-ci ne porte pas en lui-même l'impératif social quelle que soit la situation de l'économie. Alors, certes, les partenaires sociaux ont des exigences sociales mais ils ont aussi des devoirs économiques. Le problème était et reste précisément de définir ces devoirs économiques et de les situer dans un projet consensuel qui propose une allocation des ressources acceptée par tous et la justifie. Nous pouvons observer en tout cas qu'en cette période du début de la décennie 2000, il y avait encore un esprit de réformes économiques et un air de rigueur et en tout cas un dis-

cours moins populiste. Tout cela semble avoir fait long feu : la rente pétrolière est passée par là (encore une fois !)

Que pourrait être un pacte économique et social comme l'ont dénommé les Algériens ?

Il faut tout d'abord observer que cette appellation de pacte économique et social est spécifique à l'Algérie (encore une spécificité algérienne !)

Dans les pays à démocratie avancée, on parle de pacte social. C'est dans les pays nordiques que la pratique de pacte social a le plus prospéré. Nous savons que dans ces pays, c'est le système de démocratie de négociation qui est en œuvre. Une démocratie sociale faite de dialogue, de négociation et d'élaboration de consensus et non pas un système de démocratie de conflit, qui caractérise par exemple la démocratie sociale française, faite de revendications, de manifestations et surtout de grèves syndicales. Dans les pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande), le pacte social est un accord tripartite qui porte sur la politique sociale de l'Etat. Il définit plus précisément les principes qui président à la politique sociale, celle du pouvoir d'achat et des salaires, celle plus sensible encore du droit du travail et notamment le code du travail. Ce pacte est négocié par les syndicats (notons bien les syndicats), le patronat et le gouvernement. Il est adopté et son application est suivie régulièrement par chacun des partenaires. Il est renégo-

ciable à délai défini, en principe un an. Généralement, les syndicats y revendiquent l'indexation des salaires (indexer les salaires au coût de la vie), l'assurance-chômage et un système de protection sociale par répartition fondé sur la solidarité et la redistribution. Le recours à la grève par les syndicats devient exceptionnel et les révisions de la politique sociale par l'Etat ne peuvent avoir lieu qu'en concertation avec les syndicats. Le patronat, pour sa part, obtient un ensemble de «souplesse» qui touchent à la flexibilité du marché du travail, la négociation du niveau de la pression fiscale qui pèse sur les entreprises ainsi que la révision des politiques salariales, tous ces dossiers ayant été discutés lors de l'élaboration du pacte social. Le gouvernement, quant à lui, défend la stabilité macro-économique, les équilibres financiers internes et externes, la mobilisation des acteurs économiques pour une croissance économique robuste, c'est-à-dire sans déficit budgétaire et sans inflation, et durable. Bien évidemment, ce pacte est un consensus, c'est-à-dire «une solution qui ne satisfait personne mais avec laquelle tout le monde peut vivre». Une solution qui fait en tout cas avancer la société dans la résolution de certains de ses problèmes.

En Algérie donc, un pacte économique et social a été signé par l'UGTA, les organisations patronales et le gouvernement. Ce pacte n'a pas été malheureusement du niveau de ceux signés dans les pays nordiques. Il est



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

resté vague, peu détaillé et sans obligations clairement établies. On aimerait bien qu'à l'occasion de cette 14^e tripartite, les partenaires sociaux et le gouvernement engagent enfin un vrai débat et un dialogue approfondi sur au moins trois dossiers :

1. Comment construire une économie compétitive et efficace
2. Comment consolider l'Etat redistributeur
3. Comment construire la cohésion sociale.

Même si le pacte économique et social doit être de portée plus modeste, il constitue une occasion, tellement attendue par les Algériens, de débattre sérieusement des perspectives économiques nationales, du projet économique que nous voulons pour notre pays et de ce que chacune des forces vives de l'économie peut y apporter. La réussite économique passe obligatoirement par la mobilisation de tous les partenaires et celle-ci exige le dialogue, la délibération, l'échange sur les grands choix de la politique économique et sociale.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Sauvons Safia !

Juste une question, comme ça, sans vouloir trop vous embêter : quelqu'un a-t-il des nouvelles du ...

... billet de 2000 dinars ?

Nous allons au-devant de graves problèmes ! Je dirais même plus, de problèmes très graves ! L'Algérie vient officiellement d'ordonner à la famille Kadhafi, qui se trouve sur son sol pour des raisons humanitaires, de se taire, de ne plus ouvrir la bouche. Pour l'heure, je n'ai pas connaissance de fax ou de communiqués urgents qui nous auraient été envoyés à ce sujet, mais je suis convaincu que ça ne saurait tarder. Les organisations internationales en charge des droits de l'homme, les ONG, toutes tendances confondues, les associations et autres forums vont très certainement réagir. Eh oui ! Un Etat ne peut pas ainsi abriter pour des raisons humanitaires une famille, fût-elle celle du Roi des Rois d'Afrique pour, ensuite, lui demander de ne plus ouvrir la bouche. C'est un traitement inhumain ! Même à Guantanamo, nos alliés américains n'ont pas osé un tel dérapage. C'est d'autant plus scandaleux que là, dans le cas de la famille Kadhafi, il y a un bébé, un nouveau-né. Comment empêcher le nourrisson Safia d'ouvrir la bouche ? Doit-on placer en permanence au pied de son berceau des gardes chargés de veiller au respect de la directive des affaires étrangères algériennes ? Plus grave encore ! Cet enfant en bas âge, condamné dans la foulée de ses parents à ne plus se l'ouvrir, va très vite souffrir de graves problèmes de dénutrition et de déshydratation. Le ton très ferme

employé par Medelci pour ordonner à toute cette famille de se la fermer une bonne fois pour toutes ne prête à aucune équivoque. Et l'enfant, même s'il n'est âgé que de quelques semaines, n'en a pas moins subi un choc terrible. D'après des sages-femmes qui ont eu à l'approche ces dernières heures, son état serait fortement préoccupant. Présent en face de la télé au moment de la très sévère mise en garde algérienne, le bout de chou refuse depuis d'ouvrir la bouche. Aïcha, sa mère, a beau lui expliquer avec le langage des signes (n'oublions pas qu'elle aussi comme les autres membres du clan est frappée par la même interdiction de parler) qu'il doit avaler sa soupe et boire du lait, rien à faire ! Safia reste là, bouche cousue, dépérissant à vue d'œil. L'humanitaire Farouk Ksentini a bien été contacté par la famille Kadhafi afin d'obtenir du Palais d'El Mouradia une dérogation spéciale permettant à Safia d'ouvrir la bouche et de s'alimenter. Mais Si Farouk, d'un hochement de tête très parlant, très humaniste, de gauche à droite, et de droite à gauche, a fait comprendre à ses interlocuteurs libyens que lui aussi était privé de parole depuis belle lurette. Un aveu tellement poignant de la part de cet homme que même Safia en a versé une larme pour lui. Un bébé qui pleure en silence, c'est insupportable ! Mobilisons-nous pour que ce chérubin retrouve l'usage de la parole. Sauvons Safia ! Et fumons du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.